

aux étrangers de construire des usines et d'assembler des machines dans un but de production. La Chine et l'Inde possèdent quelques machines productrices, plus particulièrement pour la fabrication de tissus, mais qui aujourd'hui placeraient une somme d'argent quelconque dans ces pays avec espoir d'en retirer des bénéfices, en ce qui concerne de nouveaux outillages ou de nouvelles usines? Le monde en est donc arrivé à un degré d'exploitation qu'il n'a jamais atteint auparavant, et ce sont de nouveaux problèmes que nous avons à résoudre. Ce ne sont pas avec de vieilles méthodes que nous réussirons; il nous en faut de nouvelles. Autrement, nos efforts seront absolument vains. Comment a-t-on réussi à payer toutes ces nouvelles machines créatrices? En grande partie avec les épargnes provenant des profits ou des salaires et des gages. Ces épargnes représentaient le surplus du pouvoir d'achat dont les propriétaires n'avaient pas besoin dans le but de subvenir à eux-mêmes et à leurs familles et que, par conséquent, ils ont pu affecter à l'achat de nouvelles usines et de nouveaux outillages au fur et à mesure des inventions. Mais la situation est différente aujourd'hui, selon moi. Maintenant, presque tous les pays ont été industrialisés. Voyez les livres de nos banques et ce qui est arrivé. Une somme considérable de surplus de pouvoir d'achat a été placée aux comptes d'épargne. Jamais les banques canadiennes n'ont eu autant d'épargnes qu'aujourd'hui bien qu'il soit vrai que, selon le rapport du ministère des Finances, il y a eu une légère réduction dans les comptes d'épargne le mois dernier. Cela signifie que, en ce qui touche les possesseurs de ces épargnes, ils ont tout d'abord pourvu à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, et placé le surplus de leur pouvoir d'achat dans les comptes d'épargne. A-t-on l'occasion aujourd'hui de placer du surplus? Nullement. Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux peuvent lancer certains emprunts, mais le montant des épargnes employé à acheter les obligations est insignifiant en regard de la somme globale des épargnes déposées dans nos banques. Que va-t-on faire avec le reliquat? Comment ce surplus de pouvoir d'achat peut-il être utilisé comme tel? Ces épargnes représentent des marchandises et des services maintenant disponibles, qui sont inactifs parce que ces épargnes ne peuvent être employées comme pouvoir d'achat, leurs possesseurs ayant déjà vu au soutien d'eux-mêmes et de leurs familles. Le surplus du pouvoir d'achat peut-il être utilisé aujourd'hui, qu'il soit déposé dans les banques ou ailleurs? Où peuvent-ils trouver à placer utilement et sans danger cet excédent de pouvoir d'achat? Nulle part en Canada, actuellement, et, sauf les trois pays que j'ai mentionnés, tous les autres sont

[M. Gardiner.]

dans le même cas que le Canada, fortement industrialisés.

Le régime capitaliste, on le sait, et je lui rends ce témoignage, a fait pour l'humanité plus que tout autre système économique antérieur, mais il ne saurait subsister sans continuer de s'étendre. Où sont les pays neufs à ouvrir pour utiliser ces économies aux fins d'expansions nouvelles? Se trouve-t-il des industries nouvelles suffisamment importantes pour compenser la dépression et fournir au capital l'occasion de s'employer avantageusement et en sécurité?

En 1921, l'industrie automotrice, l'électricité et la radio offraient un champ considérable au placement des économies. En ce temps-là, on pouvait placer non seulement sans danger, mais avec avantage, dans ces trois industries, et c'est ce qui fit que l'on surmonta bien plus facilement la dépression de 1921-1922. Mais depuis le Canada s'est industrialisé de toutes manières; usines et outillage se sont répandus énormément. Et maintenant où est-il possible d'établir des industries nouvelles qui utiliseront le surplus du pouvoir d'achat? Voilà notre problème actuel. En soi, les tarifs douaniers et les accords de commerce ne sont pas choses mauvaises; mais le fond du problème n'est pas là, et passer des semaines à en disputer n'avance à rien. Le mal est plus profond. Chercher le remède à la situation actuelle dans ces controverses douanières ou commerciales est futile et n'améliorera pas la situation économique.

Qu'on me permette de répéter que nous avons des problèmes nouveaux qui ne se sont jamais présentés encore, même durant la crise antérieure, et que nous ne les résoudrons pas avec les vieux systèmes. Pour traiter la situation actuelle il faut des méthodes nouvelles.

Je coupe court et je crains que mes remarques ne soient décousues, mais je ne puis faire autrement durant le temps qui m'est alloué. Je dirai toutefois que je ne vois dans le discours du trône rien de vraiment reconfortant pour la masse de la population canadienne. Je l'ai dit déjà au cours de mes observations, nous avons toutes les ressources naturelles nécessaires pour nous suffire. Nous avons de quoi produire et une population disposée à travailler si le régime s'y prêtait. Mais le régime ne permet pas à nos gens de s'employer à transformer la matière première en aliments, vêtements et abris pour la masse du peuple. Ayant tout en abondance il n'y a pas de raison pour que nous manquions de nourriture, de vêtements et de logis.

Songez que à la fin de la dernière année-récolte nous avions un excédent de blé de 130